

# Le billet du Recteur

n°105

ET SI LA QUESTION N'ÉTAIT PLUS DE GOUVERNER,  
MAIS DE FAIRE SOCIÉTÉ ?

**À** l'heure où le monde s'effondre dans un désordre inédit, la France s'apprête à choisir parmi des gestionnaires. Il y a des moments dans la vie d'une nation où l'on perçoit, non pas une crise, mais quelque chose de plus insidieux : un rétrécissement. Pas de fracture brutale, pas d'effondrement soudain, simplement, imperceptiblement, l'horizon qui se rapproche. Les ambitions qui s'étiolent. Le vocabulaire de l'avenir qui se vide de sa substance. Nous vivons un tel moment. Et ce qui le rend particulièrement grave, c'est qu'il coïncide avec l'un des bouleversements géopolitiques les plus profonds depuis 1945.

Pendant quatre-vingts ans, le monde a vécu sous une architecture forgée dans les cendres de la Seconde Guerre mondiale. L'ordre de Yalta, puis celui de l'après-guerre froide, avait ses horreurs, ses injustices, ses hypocrisies – mais il avait une structure. Des règles, même bafouées. Des institutions, même imparfaites. Une grammaire commune du monde, même contestée. L'ONU, l'OTAN, le droit international, les accords de Bretton Woods, la Cour pénale internationale – autant d'architectures fragiles mais réelles, qui disaient quelque chose sur la volonté des nations de ne pas se livrer à la seule loi du plus fort.

Cet ordre-là est en train de se défaire. Pas progressivement, pas en douceur – mais dans le fracas des guerres revenues sur le sol européen, dans la brutalité des rapports de force qui s'imposent à nouveau comme seule langue diplomatique, dans le retrait assumé des puissances qui avaient prétendu garantir un ordre libéral. La guerre en Ukraine n'est pas une anomalie : elle est un symptôme. Tout comme les conflits qui embrasent le Moyen-Orient, le Sahel livré à lui-même, les tensions qui montent en mer de Chine, la compétition féroce pour les ressources, les routes commerciales, les données, les technologies. Le monde ne négocie plus : il se repositionne. Et dans ce repositionnement, chaque nation doit répondre à une question simple et vertigineuse : qui sommes-nous, et où voulons-nous être dans ce nouveau désordre ?

”  
**Qui sommes-nous,  
et où voulons-nous être  
dans ce nouveau désordre ?**

L'ordre né de 1945 s'est fissuré lentement, puis s'est effondré d'un coup. Ce qui vient après n'a pas encore de nom, mais il exige, dès maintenant, des nations capables de penser à la hauteur de ce qui arrive.

C'est précisément à cette heure-là que la France s'apprête à voter. Et c'est précisément à cette heure-là que l'offre politique qui se présente aux Français paraît si étrangement dérisoire au regard des enjeux.

Il fut un temps, ni mythologique ni si lointain, où la politique française parlait en grand et en long. De Gaulle n'offrait pas seulement des programmes : il offrait une certaine idée de la France dans le monde, souveraine, insolente de lucidité, refusant d'être l'appendice d'aucun empire, fût-il allié. Sa politique étrangère était une philosophie. Son rapport aux nations du Sud, sa sortie de l'OTAN intégré, sa reconnaissance de la Chine populaire, autant de gestes qui disaient une vision du monde, pas une posture de campagne. Mitterrand, lui, proposait une transformation sociale portée par une anthropologie, imparfaite, contradictoire, mais une anthropologie tout de même. Il avait lu, il avait pensé, il avait une idée de l'homme en société que ses discours por-

taient jusqu'au bout, même dans l'épreuve de la rigueur. Chirac, enfin, que l'histoire a parfois sous-estimé, eut au moins un moment de grandeur géopolitique absolue : en 2003, en refusant la guerre en Irak devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, il rappela que la France pouvait encore dire non aux puissants, au nom d'une certaine idée du droit et de la raison. On peut discuter l'homme et son bilan. On ne peut pas effacer ce geste, et ce qu'il disait de la conception française de sa place dans le monde.

Ces hommes-là obligeaient à penser. On pouvait les contester, on ne pouvait pas les ignorer. Qui, aujourd'hui, nous oblige à penser ?

Qu'est-ce que le moment présent nous oblige à penser ? C'est la question que j'aurais voulu entendre poser. Et à laquelle j'attends encore une réponse.

Car pendant que nos débats s'épuisent en querelles de bornage identitaire, en surenchères sécuritaires, en arithmétiques budgétaires présentées comme des horizons, le monde se recompose à une vitesse que nos catégories peinent à saisir. L'intelligence artificielle redistribue les conditions du travail, du savoir, du pouvoir et aucun candidat n'en mesure encore vraiment l'ampleur. Le dérèglement climatique n'attend ni les calendriers électoraux ni les sondages. La démographie mondiale dessine des déplacements humains que nulle frontière ne contiendra durablement. Et

la question de la place de l'Europe, de la France en Europe, de l'Europe dans le monde, n'a jamais été aussi ouverte, aussi urgente, aussi peu traitée dans le débat public.

Face à ces défis, l'urgence n'est pas de trouver les bonnes formules. Elle est de retrouver la capacité de penser à la hauteur de ce qui arrive.

“ **Retrouver la capacité de penser à la hauteur de ce qui arrive.**

Or ce qui frappe, dans les offres politiques qui se présentent à nous, c'est l'étrange disproportion entre la taille des enjeux et l'étroitesse des réponses. Comme si la compétition électorale avait fini par discipliner l'imagination. Comme si l'audace était devenue un risque calculé qu'on préfère éviter. Comme si les sondeurs avaient remplacé les penseurs dans les états-majors.

On peut annoncer une réforme sans avoir une vision. On peut promettre sans avoir pensé. La différence entre un homme d'État et un candidat, c'est précisément cela, et c'est immense.

Faire société, vraiment faire société, n'a jamais été affaire de programme. C'est une promesse plus profonde, plus exigeante : celle d'un avenir partagé, d'une direction consentie, d'une manière d'habiter ensemble le monde qui dise quelque chose sur ce

que nous croyons juste, digne, souhaitable. Ce n'est pas une plateforme. C'est un récit. Et les récits ne se décrètent pas : ils se construisent, se transmettent, s'éprouvent dans la durée.

La France, en cela, est une nation singulièrement exigeante. Elle a une mémoire longue, une tradition républicaine à la fois solide et fragile, une capacité rare à se passionner pour les idées générales et à sanctionner ceux qui les trahissent. Elle a aussi, dans son histoire, cette vocation paradoxale d'une nation qui a toujours voulu dire quelque chose au monde, pas seulement à elle-même. Cette vocation-là n'a pas disparu. Elle attend. Elle espère. Elle s'impatiente.

Les grandes traditions de pensée, philosophiques, spirituelles, républicaines, savent depuis longtemps que le lien social n'est pas un mécanisme : c'est une conviction partagée. Que la cohésion n'est pas le résultat de la gestion : c'est le fruit d'un sens commun cultivé patiemment, transmis avec soin, incarné dans des institutions dignes de confiance. Une société ne tient pas seulement par ses lois. Elle tient par ce qu'elle considère comme juste. Par ce qu'elle se raconte d'elle-même.

Alors oui, la jeunesse s'interroge. Elle cherche des appartenances que les discours officiels ne lui proposent plus. Elle improvise des fidélités que l'espace public n'a pas su organiser. On peut s'en inquiéter, ou on peut y lire, avec un peu moins de condescendance, le symptôme d'un vide que la politique a laissé béant. Le vide n'attend pas. Il appelle, inévitablement, d'autres récits. D'autres promesses. D'autres prophètes, pas toujours désirables.

C'est pourquoi la question n'est pas de savoir si les candidats ont renoncé à proposer une vision. La question est plus simple, et plus dure : qui, dans ce pays, prend encore le risque de penser à voix haute ? De dire non seulement ce qu'il fera, mais ce qu'il croit ? Non seulement où il veut aller, mais pourquoi cela vaut la peine d'y aller ensemble et comment la France entend peser dans un monde qui, lui, n'attend personne ?

La France mérite mieux qu'un calendrier de réformes et qu'une addition de promesses. Elle mérite un projet. Et un projet suppose, avant tout, quelqu'un qui ait encore l'audace rare, risquée, nécessaire, de l'imaginer.

*À Paris, le 22 avril 2026*

**CHEMS-EDDINE HAFIZ**

Recteur de la Grande Mosquée de Paris